

Retranscription d'un exposé présenté à Bourges sur l'invitation des « Décroissants Berrichons »,
le 27 février 2016, enrichie et complétée.

Présentation publiée sur leur site :

La démocratie directe apparaît aujourd'hui comme le seul horizon politique souhaitable, voire possible : elle mériterait à ce titre d'être examinée de près. C. Castoriadis est un des rares à avoir traduit l'héritage révolutionnaire en termes contemporains et à avoir dégagé les multiples implications d'un auto-gouvernement généralisé. Mais ce projet de société, partiellement ou momentanément réalisé dans l'histoire, doit aujourd'hui s'affronter aux nouveaux périls de l'époque qui s'ouvre, que l'on peut regrouper en quatre grands ensembles : le délitement des vastes mouvements d'émancipation, les dévastations écologiques multiformes, les dislocations et déséquilibres géopolitiques mondiaux et la renaissance historique des empires mettent au défi les tenants de la démocratie radicale. Les réponses pratiques éventuelles ne seront apportées que par les peuples, s'ils se décident à faire l'histoire plutôt que de la subir, à prendre leurs responsabilités et leur sort en main. Mais on peut déjà commencer à délimiter le possible de l'impossible, le certain du probable, et formuler quelques questions pour l'instant en suspens.

<http://groupe dedecroisseursberrichons.hautetfort.com/archive/2016/02/03/le-cafe-des-croissants-5754530.html>

Sommaire

Présentation de « Lieux Communs »

Introduction

I – Présentation de la démocratie directe

1 – Fondements théoriques

Le pouvoir exercé par le peuple

Démocratie directe : l'autonomie collective

Ce sont les humains qui font l'histoire

2 – Histoire de la démocratie directe

La Grèce Antique

Femmes, esclaves, métèques... et religion

L'Occident moderne

3 – Nécessité de la démocratie directe

De la justice sociale...

... à la techno-science

Le début de tous les problèmes

II – Grands obstacles à la démocratie directe

1 – L'effondrement occidental

Absence de créativité sociale-historique

Évanescence des luttes sociales et politiques

Privatisation, corruption, oligarchisation

Essai de typologie de la contestation

Naissance de nouvelles idéologies

2 – Les problèmes écologiques

Instabilité des sociétés post-industrielles

Réinvention des modes de vie

Le retour des lois de la Nature

3 – Le Monde non-occidental

Échec des décolonisations

Démographie, migrations massives

4 – Retour des logiques impériales

Des signes avant-coureurs

III – Perspectives envisageables

L'histoire est le domaine du possible

Renaissance sur d'autres bases

Penser à présent, penser le présent

J'aimerais avant tout remercier le « Groupe de décroisseurs berrichons » de nous avoir invités. C'est une chose assez méritoire en ce qui nous concerne pour devoir être signalée. Nous n'avons effectivement aucun titre à faire valoir, aucun diplôme, aucune chaire, nous ne sommes pas universitaires et nous n'avons édité aucun livre à proprement parler et, pour tout dire, nous n'avons presque pas de lectorat... Donc, lorsqu'on nous demande d'intervenir, c'est courageux, c'est encourageant, et ça fait plaisir.

Présentation de « Lieux Communs »

Alors je dis « nous », mais ce soir je suis seul. Notre collectif traverse une mauvaise passe, à l'image du monde, et subit une sorte d'éparpillement mou, de désertion muette depuis maintenant plus d'un an. S'y substitue de fait une sorte de réseau informel dont il n'est pas abusif de dire que j'occupe le centre, ou la tête. Ce n'est pas une situation confortable, alors ça peut être amené à changer, mais ça m'étonnerait.

Il y aurait plusieurs choses à dire à ce propos, mais la plus intéressante, et qui me permet de présenter brièvement notre travail, est que durant cette petite dizaine d'années d'existence, notre parcours a été nourri par les mouvements de la société, on va dire depuis le mouvement social de 2003, jusqu'à celui de 2010 contre la réforme des retraites qui a été l'occasion de nos premiers tracts et d'une première brochure conséquente, qui ramasse nos positions sur feu la « question sociale ». Les soulèvements arabes qui ont suivi ont été l'occasion d'un voyage auprès des camarades tunisiens sur place et d'une autre brochure, et puis d'une autre série, écrite avec les copains grecs, sur le beau mouvement grec du printemps 2011. Je reparlerai un peu de ces expériences.

Notre composition est assez atypique dans le monde militant, que nous avons tous quitté par dégoût, qu'il s'agisse des situationnistes, de la nébuleuse anarchiste, altermondialiste ou humanitaire-sociale, ou encore de Lutte Ouvrière... Nous nous sommes rencontrés, et retrouvés sur la base de l'œuvre de Cornelius Castoriadis, ce qui nous a valu l'accusation immédiate de fétichisme – au-

jourd'hui on nous reprocherait presque de le trahir... Nous avons fait beaucoup de choses, mais on a surtout écrit, d'abord parce que les perspectives d'action sont assez indigentes et surtout parce que, partant d'une insatisfaction pratique profonde, notre objectif était de prétendre viser comme une refondation de quelque chose qui serait de l'ordre de la politique, au centre duquel nous avons peu à peu mis le thème de la *démocratie directe*, thème de ce soir. Nous avons sorti trois brochures conséquentes sur cette question qui forme un des piliers de notre engagement, si on veut le simplifier, avec la *redéfinition des besoins*, c'est notre formulation du thème de la décroissance, et l'*égalité des revenus*, qui nous semble indispensable mais que nous sommes les seuls, à notre connaissance, à porter explicitement. Ces trois points s'impliquant mutuellement, pour nous.

Sur notre composition encore, nous étions tous aussi d'origines différentes, puisque parmi nous il y avait des origines tunisienne, française, algérienne, grecque, antillaise, ukrainienne, corse, juive, chrétienne, musulmane... Tous athées, bien sûr. Je dis ça parce que la question de l'identité, à laquelle nous avons consacré une brochure, s'arrime pour nous à celle du projet : ce qui définit, ce n'est pas tellement d'où l'on vient, mais où on va, ce qu'on veut être et faire, pour soi et pour la société. C'est aussi de cette diversité interne que l'on aborde, dans notre dernière brochure en deux parties, l'islamisme, qui a en ce moment d'ailleurs, et malheureusement, beaucoup de succès.

Introduction

La question que l'on nous a demandé de développer ce soir, c'est la démocratie directe, et particulièrement à partir des travaux de C. Castoriadis, à partir ou à l'intérieur d'un thème plus global qui est « *Penser à présent, penser le présent* », c'est donc dans cette direction que je vais orienter mon intervention.

Je vais procéder en trois temps : d'abord une présentation assez classique de ce qu'on entend par démocratie directe, et je vais m'appuyer explicitement sur C. Castoriadis – ceux qui connaissent peuvent en profiter pour feuilleter les brochures ou les tracts qui circulent... La seconde partie sera plus liée à l'actualité mais moins enthousiasmante, puisque je vais aborder les obstacles fondamentaux, les grandes lignes de force historiques qui se dressent aujourd'hui face à un tel projet. Et enfin, dernière partie, je tenterai de percevoir dans notre situation très singulière ce qu'il est possible de faire pour nous, aujourd'hui, à partir de tout ça.

I – PRÉSENTATION DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE

Le terme de *démocratie directe* est évidemment un pléonasme : la *démo-cratie*, c'est le *pouvoir* du *peuple*. Une démocratie où ce n'est pas le peuple qui décide, où ce sont par exemple ses représentants, ce n'est pas une démocratie, contrairement à ce que tout le monde croit : c'est une oligarchie. C'est une confusion récente, qui date de la fin du XIXe siècle, qui a recouvert un choix qui s'est fait pourtant très clairement lors des révolutions française et américaine : les acteurs de l'époque ont décidé, *explicitement*, qu'il n'était pas souhaitable de donner le pouvoir

au peuple et qu'il devait rester entre les mains avisées de quelques-uns, les représentants. Donc ils ont opté pour un régime représentatif, là-dessus les travaux de B. Manin¹ sont très clairs : si nous faisons revenir ces gens-là aujourd'hui, ils hurleraient de rire de nous entendre fiers de vivre en « démocratie ». Pour eux la démocratie c'était, et à raison, le règne du *tirage au sort* et cela était hors de question : ils ont instauré en toute connaissance de cause l'élection et la représentation.

Aujourd'hui, nous vivons dans une *oligarchie libérale*. L'expression est de C. Castoriadis : *oligarchie*, ça veut dire que c'est une minorité qui nous gouverne ; *libérale* parce que nous bénéficions d'énormément de droits, conquis par la lutte au fil des siècles, le droit de choisir

des gouvernants, le droit d'expression libre, un droit de la défense, le droit d'association, le droit de manifester, etc.

Nous ne vivons donc pas en démocratie, mais il nous faut tout de même accoler le terme de « *directe* » pour que les gens comprennent de quoi l'on parle.

1 – Fondements théoriques de la démocratie directe

Ce terme de démocratie directe n'a pas vraiment d'histoire, c'est pour cela qu'il est facilement utilisable, il ne connote ni ne dénote pas grand-chose. On peut, en première approche, y associer d'autres termes, qui ont été utilisés dans l'histoire : celui d'émancipation sociale, par exemple, ou de socialisme ou de communisme – au sens primitif, bien entendu, ce sont des mots qui dégoulinent de sang depuis le XXe siècle – même s'ils sont marqués par l'économisme de l'époque, l'esprit du capitalisme. Le terme d'anarchisme, aussi, la démocratie directe est un anarchisme bien compris, à condition de bien discuter... Plus près de nous, entre les deux guerres, c'était plutôt la république des conseils, la coordination d'assemblées générales, pour le courant conseilliste, puis celui d'autogestion généralisée, durant les années 70, ou d'auto-gouvernement, peu usité, ou celui d'auto-organisation, même s'il porte à confusion – puisque sans transcendance, tout est toujours auto-organisé, même si c'est la survie du plus fort ; il n'y a alors pas de finalité. Et enfin, depuis les « Indignés » de 2011, on entend les termes de démocratie radicale, réelle ou vraie, etc.

Le pouvoir exercé par le peuple

La démocratie directe, c'est donc lorsque le pouvoir est exercé par le peuple, directement, sans représentants de sa volonté. Il y a des délégués bien entendu, tout le monde ne peut pas tout faire tout le temps : on peut désigner une personne, de différentes manières – l'élection, le tirage au sort, la rotation... – qui ira dire à une autre assemblée ce qui s'est décidé ici et inversement. Mais on ne va jamais lui demander de décider pour nous.

Cela veut dire que la politique n'est pas une affaire de spécialistes, de professionnels, d'experts, mais bien l'affaire de tout le monde, de n'importe qui. En ce sens, il ne peut pas y avoir de spécialistes en politique ; les sciences politiques sont un oxymore, une imposture : il peut y avoir des experts en histoire, en sociologie, en anthropologie, en psychologie sociale ou en économie, ils sont

même indispensables, il faut les consulter, les confronter entre eux, mais ce ne sont pas eux qui décident. La politique, ce n'est pas un *régime de savoir*, elle repose sur les *opinions*, au sens noble, la *doxa* en grec, les avis, les volontés, les désirs, les projets, ce que l'on veut vivre. Par exemple, je veux une égalité stricte des revenus, que l'argent cesse d'être une obsession et un différenciateur social : des sociologues, des historiens ou des économistes peuvent venir et me dire ce qui s'est déjà vu, ce que cela impliquerait sous tels ou tels aspects, ils vont m'obliger à me questionner, à approfondir, mais ce n'est pas à eux de décider. C'est à nous, en fonction de ce que l'on veut. Je peux, on peut se tromper, mais c'est notre choix. Donc, le pouvoir ne peut résider entre quelques mains ou des institutions séparées comme l'État : il doit être partagé par le plus grand nombre.

Démocratie directe : l'autonomie collective

Affinons un peu l'approche : la démocratie c'est lorsque le peuple fait ses propres lois. Ces lois reposent sur des principes, des valeurs, une culture, une histoire, des désirs qui sont ceux des gens. Autrement dit, l'ensemble d'une société singulière façonne ses propres règles, pour elle, à ce moment. C. Castoriadis parle d'*auto-institution de la société* : les règles en vigueur émanent des gens dont le collectif anonyme, à une période de l'histoire, forme la société et qui sont réunis à un endroit, à un moment, pour délibérer et décider. On parlera, en reprenant les catégories kantienne, d'*autonomie* : d'« *autos* », soi-même, et « *nomos* », les règles, les lois, les limites. Nous faisons nous-mêmes nos lois, en opposition à l'hétéronomie, où les lois émanent d'un en-dehors, d'un « autre » pour nous fantasmé, de la société : les Dieux, les Traditions, les Ancêtres, les Lois de la Nature ou du Marché, les Lois de l'Histoire ou de la Science, le Parti, le

Roi ou l'Émir, etc. Cette hétéronomie, c'est 95 % de l'histoire humaine, et la démocratie rompt avec ça : nos lois n'ont pour seule source et légitimité que les gens réunis et délibérant, nous le savons et l'assumons. C'est la porte ouverte à l'*auto-transformation de la société*, évidemment, l'histoire en marche.

Auto-nomie : c'est aussi l'*auto-limitation*. Ça veut dire que nous posons nous-mêmes nos propres limites à ce que nous faisons. Il n'y a plus beaucoup de pétrole, ou de bois, ou d'eau : nous devrions limiter nous-mêmes notre consommation et aviser sans qu'un Dieu ou un Sacré ne nous y oblige. Ce n'est pas le cas aujourd'hui : nous nous comportons comme des enfants en absence de Père, parce qu'il n'y a pas de liberté sans responsabilité. Et inversement, si nous sommes irresponsables, nous ne sommes pas libres. Donc une société démocratique, c'est une société qui s'interdit, qui ne s'autorise pas à tout faire : nous ne

massacrons pas les minorités, nous ne parquons pas les femmes, ni n'avortons les anormaux, etc.

Mais auto-limitation des individus aussi, nécessairement : n'importe quel régime politique et social exige et forme un individu qui lui correspond, qui l'incarne, ce sont les deux faces d'une même chose. Il y a un type d'individu, des *types anthropologiques*, qui correspondent à une société féodale et qui seraient incapables de vivre en démocratie et inversement. Il n'y pas de démocratie sans

Ce sont les humains qui font l'histoire

Pour résumer, *ce sont les humains qui font l'histoire*. Nous cherchions, dans notre collectif, notre postulat fondamental et nous nous sommes reconnus dans cette phrase de Marx. Ce ne sont ni les puissants, ni les minorités, ni les gènes, ni les ressources naturelles, ni les forces productives (Marx contre Marx !) mais, fondamentalement, en dernier ressort, les humains qui font, élaborent, créent, à partir d'une infinité de contraintes, ce qu'ils sont et ce qu'ils deviennent. Et la démocratie, c'est lorsque tout cela *se sait* et devient *explicite* pour les gens.

Tout ça a été magistralement synthétisé par Castoriadis, et repris aujourd'hui par quelques personnes, M. Abensour, S. Latouche, J.-C. Michéa ou J.-P LeGoff, etc., et cela provient d'un courant philosophique, ténu mais très consistant, qui, pour faire vite, se réclame plutôt de Rous-

2 – Histoire de la démocratie directe

Mais la démocratie directe n'est en rien une construction philosophique. C'est une *praxis*, un aller-retour entre des pensées et des pratiques, des réalisations historiques.

Dans l'histoire de l'humanité, les périodes sont rares où les gens ont tenté de prendre ainsi leur destin en main. L'immense majorité de l'aventure humaine est constituée d'hétéronomie, et lorsqu'il y a révolte, c'est pour perpétrer une hétéronomie différente, ou la même avec d'autres acteurs. Il y a en fait deux grands moments historiques de rupture avec cette pente naturelle, je reprends là aussi C. Castoriadis : la Grèce antique et l'Occident moderne.

La Grèce antique

Le cas de la Grèce est connu, on parle essentiellement d'Athènes, qui semble avoir été exemplaire, mais il y a aussi une multitude de cités-États sur lesquelles on a moins de données. La démocratie directe y a été pratiquée pendant un ou deux siècles, globalement de la réforme de Clisthène (-504) à la fin de la seconde guerre du Péloponnèse (-404) ou à l'invasion macédonienne (-322), mais il y aurait à inclure les siècles précédents, qui ont été le théâtre de multiples luttes de paysans et d'auto-transformations sociales et politiques. On voit là une société qui fonctionne véritablement sans État. Il y a une administration, constituée d'esclaves, mais pas d'organes de pouvoir séparés du peuple. Les décisions sont prises par l'assemblée, l'*Ekklesia* (qui a donné « Église » chez les chrétiens) et des organes, le Conseil ou la *Boulè*, où les gens sont tirés au sort, pour un temps déterminé. C'est le système des jurés d'assises d'aujourd'hui – quiconque

individus habités par ces réflexes et ces habitudes, et qui n'émergent pas tout habillés dans l'histoire, mais qui se forment au cours de siècles. Donc auto-limitation individuelle : je ne m'autorise pas à violer ou à tuer, alors que je pourrais le faire. Et je me l'interdis, moi, pas à cause du code pénal ou de la colère divine, mais parce que je veux vivre dans un monde où ce n'est pas permis et que je suis l'égal des autres. C'est ce que vise explicitement la psychanalyse, qui en procède. Auto-limitation de l'individu et du collectif, donc autonomie *individuelle* et *collective*.

seau et de La Boétie que de Hobbes, Machiavel ou Spinoza. C'est le discours de la *servitude volontaire* : si la société est ce qu'elle est, c'est que les gens l'acceptent, fondamentalement. C'est l'acceptation, l'assentiment ou la passivité des citoyens, dans tous les cas c'est leur attitude foncière qui maintient l'état de fait ou le transforme radicalement. C'est ce qu'on a vu en Tunisie, où Ben Ali était maître incontestable, et en quelques semaines, il a pris ses jambes à son cou : le peuple avait jugé que cela suffisait. Pourquoi là et pas avant ou après ? Il y a des facteurs lourds, des déterminismes, des mécaniques qui jouent, on les évoque dans notre brochure, mais pour nous, en dernier recours, en dernière analyse, notre postulat philosophique est que l'individu libre choisit les fers ou la liberté – et quelles que soient les situations: on a vu des révoltes dans les camps de concentration ou des goulags.

possède une carte d'électeur peut être amené à y siéger – mais généralisé à toutes les institutions politiques. Et il y a en plus une multitude de dispositifs, d'institutions, de mesures de partage du pouvoir qui viennent s'équilibrer, se limiter les uns les autres – auto-limitation, donc. Tout ça a été très bien décrit par M. H. Hansen ou M. I. Finley, par exemple. On voit aussi dans cette Athènes antique le peuple en armes : l'armée n'est pas constituée de professionnels issus d'une ethnie, d'une caste, d'une classe qui aurait le monopole de la violence comme dans toutes les sociétés antiques, et possédant ses propres intérêts, mais des citoyens qui se battent donc en connaissance de cause. Et cela influe sur les techniques de combat, puisqu'ils inventent la phalange, et, au-delà, toute une approche très singulière de la guerre, très bien théorisée par V. D. Hanson².

Femmes, esclaves, métèques... et religion

L'objection inévitable, et systématique, lorsqu'on aborde la Grèce antique, c'est que la citoyenneté excluait les femmes, les esclaves et les étrangers. Elle est en partie vraie, on pourrait en discuter longtemps, mais en partie biaisée : ces restrictions n'étaient nullement un fondement à la pratique de la démocratie. D'abord parce qu'on oublie que la société athénienne était, de ce point de vue-là, une civilisation antique parmi d'autres qui n'avaient rien, elles, de démocratique. Ensuite parce que la période moderne, dont je vais parler après, montre bien que la démocratie renaît alors sans ces traits incriminés.

Mais l'objection, elle, révèle très bien comment les *schémas religieux* demeurent ou resurgissent dès qu'il est question de politique. Parce que rétorquer que, comme le régime athénien n'était pas parfait, il ne vaut rien, sous-entend qu'une démocratie directe doit être un paradis ou rien. Et c'est symptomatique dès qu'on parle de projet de société : soit vous décrivez une organisation parfaite, sans défauts, sans failles ou faiblesses (et alors on vous traite d'utopiste), soit on vous fait comprendre que s'il y a encore des problèmes, ça n'en vaut pas la peine... Alors il faut être clair : Athènes n'est pas un modèle, c'est une source d'inspiration, un *germe*, comme dit Castoriadis,

L'Occident moderne

Mille ans plus tard, environ, en d'autres lieux, avec d'autres gens, une autre langue, une religion complètement différente, va naître, à nouveau, ce projet d'autonomie individuelle et collective. Vers le haut Moyen Âge, entre le Piémont et les Flandres, du XI^e au XIII^e siècle, des villes vont conquérir, arracher leur indépendance vis-à-vis du pouvoir seigneurial : c'est le mouvement des villes libres, qui s'affranchissent ; les villes franches, les bourg, les *communes* se mettent à s'auto-instituer politiquement et économiquement, là-dessus H. Pirenne, par exemple, est très bien. C'est le tout début de la proto-bourgeoisie, qui va inventer le capitalisme et, parallèlement, la démocratie moderne, sur de nouvelles bases. Bien sûr, ces gens re-découvrent les auteurs antiques, que le dogme de l'Église rendait illisibles, et c'est la Renaissance (rien que le terme lance un pont à travers les siècles) avec ses remises en cause en cascade dans les domaines artistiques, architecturaux, techniques, agricoles, etc. Puis les Lumières, je passe très rapidement, où les esprits s'émancipent des dogmes religieux, des superstitions et cherchent à fonder l'égalité entre les hommes et les possibilités de la liberté pour l'individu et la société. C'est l'Humanisme, qui nourrit en parallèle les mouvements féministes, et plus tard les décolonisations et les courants écologistes, mais qui pour l'instant éclate dans les révolutions anglaise puis américaine et surtout française où, là, sont institués des fonctionnements authentiquement démocratiques, puis des régimes politiques qui s'en inspirent, au moins pendant quelques temps, puisque la réaction

dont on peut s'inspirer pour certaines choses. Et de la même manière, un projet de démocratie directe est un régime éminemment humain, donc relatif, qui n'a rien d'un absolu, mais qui tâtonnera sans cesse, capable de fulgurances comme de laisser beaucoup de choses dans l'ombre ou de commettre des atrocités. Tout cela ne peut que dépendre d'une période, d'un peuple à un moment de son histoire, d'une époque relativement à la formation du citoyen (la *Paideia*) et à la culture propre de ceux qui sont là à ce moment.

Bref, je finis avec la Grèce antique, ou plutôt l'histoire en finit : affaiblies par la guerre civile du Péloponnèse, les cités grecques se font envahir par la Macédoine et Alexandre le Grand fondera l'empire hellénistique, en reprenant la culture hellénique mais en émasculant la dimension démocratique, puis Rome prend le relais, n'en gardant que quelques bribes, et enfin c'est le christianisme qui éradique complètement toute trace d'une autonomie individuelle ou collective. Le projet d'autonomie est alors mort et enterré par le monothéisme, il n'y a même plus un mince fil rouge qui assurerait une continuité quelque part, même si on pourrait en discuter.

prend le dessus, par exemple avec l'Empire et la Restauration. D'une manière générale c'est l'ère des compromis historiques entre différentes tendances.

Mais les mouvements ouvriers prennent le relais en Europe et, là encore, parviennent, par soubresauts, à ébranler, réformer l'organisation sociale et politique, et même lors des épisodes révolutionnaires à créer des sociétés fonctionnant en démocratie directe : ce sont les révolutions de 1830 en France, 1847-48 dans toute l'Europe puis le paroxysme lors de la Commune de Paris de 1871 qui constitue une référence centrale pour nous. Ce sont enfin les révolutions du XX^e siècle : la russe de 1917 (février ! pas le putsch d'octobre !), l'allemande de 1919, etc. Jusqu'à l'Espagne de 1936 et surtout la Hongrie de 1956, trop méconnue, où le peuple s'est levé face au totalitarisme bolchévique. Dans tout ce « *trésor perdu* », pour reprendre une expression de H. Arendt, cette dernière révolution est pour nous la dernière de l'époque moderne parce que c'est la dernière où les gens ont formé des organes de décision populaire, des conseils souverains, dans les usines, les fermes, les administrations, pour instituer l'autogestion en coordonnant tous ces *soviets* pour supplanter l'État comme unique source de pouvoir. Et on n'a jamais retrouvé ça après.

Donc tous ces épisodes, plus ou moins durables, ont mis en place un certain nombre de dispositifs pour nous fondamentaux qui assurent, mais qui ne garantissent pas, le pouvoir du plus grand nombre : c'est bien sûr la divi-

sion du pouvoir (évoquée par Montesquieu et pratiquée par les républiques, mais ici radicalisée) ; la rotation des tâches pour que personne n'incarne durablement une fonction (là aussi l'alternance électorale en étant une

forme dégradée) ; la révocation possible des mandatés ; les mandats directs ; le tirage au sort des délégués ; etc. et bien sûr la systématisation des assemblées générales.

Pour nous, ce sont ces assemblées générales qui sont fondamentales, pour des raisons symboliques mais aussi pratiques : c'est le peuple rassemblé qui prend les décisions et peut déléguer son pouvoir à d'autres institutions. Toute notre dernière brochure porte, justement, sur « *Ce que pourrait être une société démocratique* ». Nous essayons d'y décrire des communes autonomes, coordonnées en réseau et formant des fédérations de plus grandes dimensions. Cela pose de multiples problèmes que nous évoquons, dont la taille, mais qu'il m'est impossible d'aborder ici.

Ces deux grands épisodes civilisationnels où l'on peut voir ce projet d'autonomie à l'œuvre dans l'histoire sont également de grands moments de créativité individuelle et collective, dans tous les domaines : social et politique bien sûr, technique, scientifique, philosophique, artistique, etc. On y voit se succéder à un rythme incroyable des inventions plus originales les unes que les autres, il suffit de comparer sur deux siècles les mœurs, les pratiques, les arts, les savoirs de n'importe quelle civilisation avec ces deux périodes-là pour s'en rendre compte. C'est une explosion de liberté, d'invention, de création, où les individus sont portés par leur société et cherchent à exprimer de mille manières différentes ce qu'est l'humain et ce qu'il est capable de faire.

3 – Nécessité de la démocratie directe

Il n'est pas très difficile, au vu de ce qui précède, de comprendre pourquoi, pour nous, la démocratie directe est le seul moyen dont dispose l'humanité pour se sortir de la situation cauchemardesque dans laquelle elle s'est mise.

De la justice sociale...

Il y a d'abord toutes les anciennes revendications, toujours valables, malheureusement.

Ce serait évidemment la fin du règne d'une minorité, l'oligarchie, qui décide pour tous et instrumentalise la société, son organisation, ses ressources, pour ses propres intérêts. C'est donc la fin de l'État comme confiscation du pouvoir de décision quant à l'orientation de la société et son organisation. C'est aussi la réappropriation de la question de la guerre : s'il doit y avoir affrontement armé, que ce soit de l'initiative des gens, pas des puissants, en leur âme et conscience, et pour des raisons qui soient les plus claires et explicites possible, par pour servir de chair à canon pour des causes qui ne sont pas les leurs.

C'est aussi, par exemple, la recherche d'émancipation individuelle, contre les carcans religieux et le confor-

misme, la tartufferie. Ou l'égalité sociale ; cesser de vivre dans des sociétés où l'emprise de l'argent détermine et brise des vies. C'est bien sûr le partage des richesses créées par la collectivité tout entière. C'est donc aussi la démocratie au travail : comme disaient les trotskistes, pourquoi la démocratie s'arrête-t-elle aux portes des entreprises ? Parce que dès qu'on travaille, dès qu'on rentre dans le salariat, il n'est plus question de qui décide, de pourquoi et de comment, de ce qu'on produit et pourquoi. Et ça huit heures par jour.

Tout ça est très classique, mais toujours très actuel. Bien sûr il y a eu des progrès depuis le XIXe, sous la pression des luttes, ouvrières, comme la Sécurité sociale, l'enseignement gratuit et obligatoire ou, moins connu, les bibliothèques publiques, ou les droits des femmes, etc.

...à la techno-science

Aujourd'hui se sont surajoutés d'autres problèmes, nouveaux, mais là aussi, on voit mal d'autres solutions que l'intervention du peuple dans la prise des décisions.

J'ai parlé de partage des richesses, aujourd'hui on parlerait de partage de la pénurie. Nous sommes 7 milliards sur Terre, et les ressources sont limitées : comment va-t-on faire ? Pour nous, ça ne peut se faire réellement que dans l'égalité et la délibération sur l'allocation des ressources naturelles, pas par la mainmise de quelques-uns. Donc s'il y a austérité, et il y aura austérité, que les choix à faire, les décisions douloureuses soient prises par des gens informés des alternatives, du coût de chaque option, pesant le pour et le contre. Nous devons modifier nos modes de vie quotidiens : cela peut se faire de manière

autoritaire, d'en haut, ou au contraire démocratiquement, et je crois plus efficacement, de manière responsable, après information et discussions populaires. Même chose, on parle, dans le sillage de J. Ellul ou de B. Charbonneau, et à raison, de l'emballement techno-scientifique, d'un processus apparemment incontrôlable d'invasion du quotidien, avec un pillage écologique considérable. Il nous semble qu'il ne peut y avoir de solution que dans le recours intelligent à l'intervention des gens aussi bien dans les grandes orientations des recherches scientifiques que dans les modalités d'applications techniques. Il est aussi question de socialité ; nous vivons dans des sociétés qui sont des déserts sociaux, on parle de « dissolution du lien social » auquel on croit remédier par des sparadraps, mais

ce que l'on voit, c'est que la socialité passe aussi par la politique, le *sens du* et *en commun* : c'était spectaculaire en Mai 68, et sensible dans le décembre 1995, que j'ai vécu, à chaque mouvement social les gens se mettent à se reparler dans la rue, à *reformer un peuple*. À l'opposé, on est aujourd'hui écrasés par les questions géopolitiques : il serait temps que les grandes options se décident sur des bases discutables et discutées par le plus grand nombre, avec là aussi connaissance des implications et consé-

quences prévisibles de chacune. Juste un exemple sur ce point ; on décrie beaucoup les relations entre la France et l'Arabie Saoudite, et à raison évidemment, mais il faudrait poser la question très franchement : parce que cesser de cirer les bottes à tous ces régimes haïssables, ça va engendrer inéluctablement une baisse du niveau de vie et un surplus de travail, d'une manière ou d'une autre. En ce qui me concerne, je n'hésite pas une seconde, mais je ne suis pas sûr que ce soit le cas de tout le monde.

La démocratie directe ou le début de tous les problèmes

Précisément, c'est capital, et je finirai cette première partie là-dessus : j'ai l'air de présenter la démocratie directe comme la solution-miracle, comme un slogan publicitaire qui résout tout, la formule magique. Mais nous avons l'habitude de dire que la démocratie n'est pas la solution, c'est au contraire *le début de tous les problèmes*. C'est le moment où on arrête de courir, on s'assied, et on pose les questions cruciales, c'est-à-dire gênantes. Il n'y a aucune solution qui tombera du ciel : les solutions sont créées par l'imagination mais aussi la lucidité, le courage et la capacité de comprendre et de trancher dans le réel. Cela exige des gens responsables, adultes, capables d'entendre l'acuité et la cruauté des alter-

natives qui s'offrent ou qui sont à créer. Mais avant tout il faudrait de la maturité, intellectuelle et affective. C'est donc le contraire exact de la posture de déni, aujourd'hui largement dominante, qui règne et tout particulièrement chez les « militants », qui se tordent dans tous les sens pour ne pas lâcher leurs grigris, préférant se cramponner à leur bonne conscience plutôt que de regarder les choses en face.

C'est dans cet esprit que j'aborde ma deuxième partie, où je vais examiner les grands obstacles historiques qui s'opposent à ce projet d'autonomie, et qui devraient être la *première préoccupation* des gens qui se soucient de démocratie.

II – LES GRANDS OBSTACLES À LA DÉMOCRATIE DIRECTE

Quels sont les grands obstacles qui, aujourd'hui, rendent difficilement concevable la réalisation d'un projet de démocratie directe, ou même qui semblent la rendre impossible ?

Je m'inspire là encore de C. Castoriadis qui évoque la question, rapidement, dans quelques textes des années 80³ où il cite, globalement, quatre grands axes de réflexion : le délabrement occidental ; les questions écologiques ; le devenir du tiers-monde et l'impérialisme russe. Je les reprends dans cet ordre-là, en les actualisant.

1 – L'effondrement occidental

Nous l'avons vu, on peut identifier le projet d'autonomie gréco-occidental, en simplifiant, sous deux grands aspects : une très importante créativité sociale-historique et l'existence de luttes pointant vers un changement de société, les deux s'entre-impliquant profondément et finalement ne faisant qu'un évidemment.

Absence de créativité sociale-historique

Pour ce qui est de la créativité, qu'il s'agisse de l'Europe, des États-Unis ou de partout où l'Occident a essayé, il est difficile de la déceler. L'Art, par exemple, est aujourd'hui dans un état catastrophique. Je ne sais pas s'il y a des partisans de l'art contemporain dans la salle, mais d'habitude... Voilà : tout le monde rigole ! On devrait pleurer : c'est une calamité. Il n'y a plus de peinture, de sculpture, de musique, nous sommes dans le recyclage, la répétition. Il peut y avoir encore de belles choses, dans les marges, mais plus d'œuvres telles qu'on en a connu. Une civilisation sans Arts, c'est une civilisation qui disparaît. Même chose pour les villes, qui deviennent invivables : on disait depuis des siècles « *L'air de la ville rend libre* », c'étaient des creusets d'émancipation : aujourd'hui

elles étouffent, au propre comme au figuré. Il n'y a plus d'architecture digne de ce nom, l'urbanisme est une catastrophe. Cela se constate aussi au niveau basique, social : il n'y a plus vraiment de *mode d'habiter*, et pas plus de fête populaire, réellement, il n'y a plus que du spectacle, avec des sonos, des sunlights, etc. On constate la même chose dans les loisirs, les sports (sauf, peut-être, le foot me dit-on) ou les jeux. J'ai discuté un jour avec un amateur d'échecs : il se lamentait de l'absence d'imagination, d'audace, de risque, de créativité parmi les joueurs depuis, en gros, Bobby Fischer. Pas étonnant, me disait-il, que les ordinateurs nous battent puisqu'il n'est plus question que de calculs et de mémoire. Personnellement, je suis un scientifique de formation, et, de ce que j'en sais, tous les

paradigmes scientifiques actuels ont au moins un demi-siècle. Malgré de grandes incohérences, on est incapables d'imaginer d'autres modèles explicatifs qui permettraient d'englober les faits qui ne collent pas. Alors on bricole autour des paradigmes déjà établis. Le gouffre ouvert par la physique quantique a plus d'un siècle, il est plus béant que jamais : la théorie darwinienne de l'évolution fuit de partout, on accole d'autres théories pour faire une « théorie synthétique néo-darwinienne de l'évolution » ; idem en génétique où l'épigénétique oblige à tout repen-

Évanescence des luttes sociales et politiques

Deuxième critère, les luttes sociales et politiques, qui ont structuré toutes les sociétés européennes et contrebalancé les délires du capitalisme depuis quatre ou cinq siècles, ont disparu. On peut encore avoir quelques grandes grèves qui parviennent, de moins en moins, à freiner les délires oligarchiques, ou à empêcher les plus paranoïaques, les plus apparatchiks, les plus incompetents et les plus flagorneurs (je ne donnerai pas de noms !) de peupler tous les échelons du pouvoir, mais surtout elles ne pointent plus vers un changement de société. Ce phénomène peut s'expliquer : il y aurait d'abord la société de consommation, depuis l'entre-deux-guerres, qui a détourné les aspirations politiques et sociales pour l'égalité vers l'accumulation, l'ostentation, le confort, et sacrifié le désir

Privatisation, corruption, oligarchisation

Et effectivement, on retrouve des points communs très forts avec ce qui s'est passé à la fin de la Grèce antique tel que le rapporte, par exemple, G. Glotz, à partir du IV^e siècle av. J.-C. Il y a un *dérèglement des comportements*, une démesure, un *hubris*, qui n'est plus contrebalancé par un projet collectif ; c'est un délitement de la société. On assiste par exemple au phénomène de *privatisation*, les individus se replient sur leur vie privée et délaissent la sphère publique, la politique, laissant les affaires communes aux mains de quelques dominants, d'autant plus puissants. Aujourd'hui, par exemple, on retrouve au domicile tout ce qui était autrefois dans la ville : le cinéma, le restaurant, la bibliothèque, etc., c'est un vaste mouvement d'auto-centrement, de fuite centripète – ou centrifuge, on dirait qu'il n'y a plus de centre... Dans la continuité, on retrouve aussi le phénomène de *corruption*, qui n'est pas forcément monétaire, ce n'est pas que l'éternelle répétition des scandales politico-judiciaires à laquelle nous assistons, c'est aussi et surtout le désinvestissement des métiers, du travail, des savoirs-faire, la disparition du travail bien fait, le cœur n'y est plus, c'est un gagne-pain et c'est tout, on se fout du reste du moment qu'on n'a pas la hiérarchie sur le dos. Même chose pour ce que nous appelons *l'oligarchisation de la société* : les gens ne sont plus *contre* l'oligarchie, ils sont *tout contre*. Ils l'envient, même si ce n'est pas avoué. Jusqu'au début

ser, etc. Je n'évoque pas les sciences humaines pour ne pas pleurer : l'anthropologie n'existe plus, ni une sociologie digne de ce nom et ne parlons pas d'économie. Peut-être l'Histoire ? A force de courir après la Science, elles se sont à la fois quantifiées et sur-idéologisées et sont mortes en tant que disciplines. Je parle globalement, là encore : il existe quelques restes, infiniment précieux, mais ce sont des *vestiges*, des braises sous des tonnes de cendres.

de liberté aux plaisirs formatés du consumérisme ; il y aurait ensuite les totalitarismes, le fascisme, le nazisme et surtout le communisme, inaugural, qui, chacun à leur façon, ont vidé de leur substance les vieilles cultures ouvrières, jusqu'au sens même des mots (comme celui de nation ou de socialisme) ou la possibilité d'imaginer d'autres sociétés ; et enfin bien sûr les deux guerres mondiales, qui ont été des saignées magistrales, biologiquement, culturellement, psychologiquement, symboliquement comme le dépeint très bien G. Steiner⁴. Bref en Occident, il semblerait bien que le projet d'autonomie soit en perte de vitesse, en déliquescence même, et livre la société au pillage et au saccage menés par l'oligarchie.

du XX^e, les classes populaires créaient leurs propres valeurs, rejetaient les comportements des dominants et aspiraient à *une autre organisation sociale*. Aujourd'hui, on veut plutôt se faire une place dans les hiérarchies des pouvoirs et des revenus : on est passés, pour reprendre un bon mot, de la lutte des classes à la lutte des places. Depuis cinquante ans, on va dire, toutes les modifications de nos modes de vie proviennent d'un mimétisme vis-à-vis de la classe dirigeante, on copie les puissants et on cherche à leur ressembler, à les rejoindre fût-ce symboliquement. Un exemple tout bête : on se moquait des *golden boys* des années 80 avec leurs gros téléphones portables à antenne, et aujourd'hui il n'y a plus que des « hommes pressés ». Le trader, tout le monde est contre, mais tout le monde lui ressemble. C'est le retour d'un antique comportement humain très connu, très bien décrit par T. Veblen, par exemple, et qu'on pense naturel – mais qui ne l'a pas toujours été.

Cette comparaison avec la fin de la période hellénique me semble plus intéressante que celle de la fin de l'Empire romain, d'abord parce que la logique d'empire est plutôt devant nous, j'en parlerai tout à l'heure. Et cette comparaison est poussée un peu plus loin par D. Cosandey, par exemple, à la fin de son très bon livre⁵ : des grandes guerres intra-civilisationnelles épuisantes, une expansion « mondiale » de la culture, etc.

Essai de typologie de la contestation contemporaine

Alors revenons à aujourd'hui. Bien sûr, il y a encore des mouvements contestataires, politiques, mais ils ne s'agencent plus autour d'un projet de société alternative. Je voudrais le montrer en tentant une petite typologie des mouvements contemporains.

– Il y aurait d'abord *le conservatisme consumériste*. En gros toutes les luttes sociales, qui ne cherchent qu'à obtenir le *statu quo*, et qui finalement se résument toutes à maintenir notre niveau de vie économique. Ça n'ouvre sur rien du tout et ça sous-entend, évidemment, de la croissance, encore et encore. En fait, c'est la *posture fondamentale* de toute la gauche, sans exception, dont le *seul horizon* est, que cela soit dit ou non, un retour aux légendaires « Trente Glorieuses ».

– Il y aurait ensuite *le progrès pour soi*, qui regrouperait tous les mouvements revendicatifs aujourd'hui émiettés en une série de luttes *monothématiques* visant une amélioration, *mais pour quelques-uns*. C'est, banalement, le corporatisme syndical, ou les mouvements de sans-papiers, les LGBT, et maintenant, derrière les anti-discriminations spécifiques, le communautarisme et, côté écologiste, le *Not in my backyard* ; oui à l'énergie nucléaire, mais pas de centrale dans ma région, ou bien non à l'usine de retraitement des déchets derrière chez moi, mais rien à redire fondamentalement sur le mode de production qui la rend nécessaire. Et si jamais la question se règle, on n'en parle plus – à part quelques individus qui

Naissance de nouvelles idéologies

Nous assistons même à la naissance de nouvelles idéologies, à de nouveaux automatismes de pensée, qui accroissent le désarroi. Parce qu'on vit dans une époque hyper-idéologisée, au point que c'est plutôt rare d'entendre un propos qui sorte des sentiers balisés, et souvent par intermittence. Je vois trois gros noyaux, relativement nouveaux.

– D'abord, le *Consumérisme*. C'est pas extraordinairement nouveau, mais ça infeste tout, on arrive à saturation. C'est non seulement l'obsession de l'achat et de l'accroissement du niveau de vie, du standing social – on l'a vu, c'est la constante de la « Gauche » –, mais surtout la tournure d'esprit, le mode de penser qui fait que l'on exige des solutions immédiates sur un mode technique, sans efforts, sans avoir besoin, comme on dit, de « se prendre la tête » – je dirais plutôt « se retrousser les manches »... Des mots-clefs, des slogans, des idées-obus, des postures, des uniformes mentaux, un prêt-à-penser : un problème, une solution, là, vite, maintenant, sinon c'est que le problème n'existe pas, ne peut pas exister, sinon, c'est l'agressivité, c'est insupportable, ça exaspère. Si vous posez une question, c'est que vous avez la réponse, sinon vous êtes un peu pervers... *Pas de solution, pas de problème*, disaient déjà les Shadocks. Fini

ont pu se conscientiser mais qui iront la plupart du temps renforcer les rangs des associations gestionnaires ou des partis en quête d'encartés.

– Enfin, et c'est déjà plus intéressant j'y reviendrai, *l'immédiatisme pratique*. Là, on va chercher localement à pallier l'insuffisance ou l'absence de l'État, ou une baisse du niveau de vie, en créant des dispositifs *ad hoc*, mais qui, finalement, ne font que restaurer le système global et qui disparaîtront si jamais les pouvoirs publics reviennent. Ce sont par exemple les SEL, les AMAP, les coopératives, des circuits de solidarité, etc., ou même maintenant tous les réseaux plus ou moins marchands et informatisés d'échanges, d'hébergement, etc. qui les concurrencent. Dans les pays en réelles difficultés, l'Argentine de 2001 ou la Grèce actuelle, ça va plus loin : on crée des magasins gratuits, des centres sociaux, on va même autogérer des entreprises, etc. Mais dès que l'État – et sa Croissance – revient, tout ça disparaît sans trop de remous. C'est ce qu'on a vu notamment en Tunisie en 2011 après le soulèvement. Et si ça demeure, ça permet, finalement, de rapiécer le système, de le faire perdurer.

Donc toutes ces luttes contemporaines versent, qu'elles le visent ou non, dans *l'étatisme*, c'est-à-dire qu'elle laissent l'État en place, l'aiguillonnent lorsqu'il est trop déconnecté du réel, voire le plébiscitent. Et symétriquement les vieilles idéologies qui laissent « les choses en l'État » ne sont pas plus bousculées⁶.

l'interrogation... Certes, d'un côté, c'est vieux comme le monde, mais justement, on en revient au *vieux monde*.

– Ensuite le *Confusionnisme*. Alors justement, le confusionnisme, ce seraient les anciennes idéologies qui se survivent à elles-mêmes, notamment et massivement marxistes dans toutes leurs variantes, et qui se rafistolent en permanence face à un réel qui les dément perpétuellement, au mépris de la cohérence, de la rationalité, de l'argumentation vérifiable, etc. Bien sûr, avec un aplomb et une assurance qui les font passer pour des vérités incontestables. D'où la confusion, qui peut être au corps défendant de son porteur : c'est ce que nous appelions « avoir un élastique dans le dos » ; où qu'il s'aventure, il reviendra toujours à son point de départ, ses postulats inamovibles, ses schémas pré-conçus. Mais la confusion peut aussi être instillée *très sciemment*, parce que le réel ne peut plus être pensé dans ce cadre, mais celui-ci est investi de tellement d'affect qu'on le maintien coûte que coûte, et qu'on préfère créer le flou. Et conséquemment il y a un confusionnisme au carré, c'est ça aussi l'intérêt, et qu'il faut bien comprendre, c'est lorsque les confusionnistes accusent les porteurs de mauvaises nouvelles... de confusionnisme ! Ça nous arrive : ah ! vous n'êtes plus ou pas marxistes, bah alors vous êtes des confusionnistes... On

appelait ça les « les militants de l'insignifiance », ils créent la confusion, c'est voulu, c'est ça qui est recherché, puisque ce sont précisément les réflexes mentaux hérités du passé qui surnagent de ce chaos mental, de cette *pensée éclatée*, informe. Ce n'est plus l'idéologie froide, c'est la pensée tiède, comme ça a été dit, et ça se rationalise verbeusement dans le post-modernisme, le relativisme, l'islamo-gauchisme, etc.

– Enfin, le *Complotisme*, et alors là c'est vraiment récent et ça se répand extrêmement rapidement, surtout chez les jeunes. C'est une sorte de synthèse des deux précédents, une sorte d'ultime dégénérescence du gauchisme, le soupir de G. Debord, par exemple, et sa conception policière de l'Histoire : comme la marche du monde ne rentre plus dans les cases prévues à cet effet, on attribue tout à une seule et unique Cause. Tout est ramené à un facteur, ça simplifie vachement, quand même. C'est le Capital, qui fait ceci et fait cela pour les métaphysiciens ; pour les autres, le Système, la Techno-Science, les Gouvernants, les Services Secrets, les USA, Israël, et les Juifs, bien sûr, puisque l'antisémitisme est le complotisme le plus achevé. Pour les plus mystiques, les Illuminati, les extraterrestres, etc. Et, bien entendu le fameux « On » pour tout le monde. Là, toujours demander : c'est qui « On » ? Ça clarifie la discussion, en général. Tout ça ré-

vèle une fascination, une admiration / répulsion pour le pouvoir, et c'est *exactement* le contraire de ce que nous cherchons.

Parce que ces trois idéologies font évidemment l'impasse sur notre *credo*, que *ce sont les humains qui font l'histoire*, qui l'inventent, la *créent*, la font être, qu'ils le veulent ou non, tous les jours, par leurs attitudes, leurs comportements, leurs opinions. Notre premier ennemi, c'est nous, notre fatalisme, notre conformisme, notre peur, notre dépression. On nous dit : oui, mais il y a des situations, des contextes, etc. Mais *qui crée ces situations, ces contextes, en dernière instance ?* Si ce ne sont pas les humains, *qui ?* Et alors il faudrait des miracles pour y échapper... On nous dit qu'il y a quand même des dominants qui organisent, décident, planifient, influencent, manipulent... Mais ce n'est pas tant eux qui sont si forts que nous qui sommes si faibles : là, *et seulement là*, on sort de la plainte et de l'impuissance, et on a prise sur la situation. Nous sommes manipulés ? Non : nous sommes *manipulables*. S'ils décident, c'est que nous suivons. Ils n'ont pas le pouvoir, ne le prennent pas, ne le volent pas ; *nous le leur laissons*, jour après jour. La meilleure preuve, c'est lorsque nous refusons. D'accord, c'est de plus en plus rare...

Bon, je finis sur ce premier point qui m'a retenu longtemps, mais c'est le seul sur lequel on pourrait avoir prise, donc la seule solution envisageable, en disant que nous nous affrontons à un problème énorme : la disparition de volonté de démocratie chez ceux qui l'ont inventée et incarnée, en Europe, en Occident. Car il ne s'agit pas d'être contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, mais bien de vouloir et d'être prêts à une *auto-transformation de la société*. Autrement dit, nous, militants de la démocratie directe – et la déliquescence de notre collectif n'y est pas étrangère –, sommes dans un paradoxe monstrueux, à savoir : nous voulons le pouvoir pour un peuple qui, lui, n'en veut pas. C'est une schizophrénie profonde, un E. Chouard, par exemple, semble l'incorporer sans s'en rendre compte⁷, mais qui est aussi celle de la société parce qu'en même temps, nous ne voyons pas d'autres solutions aux problèmes qui se posent aujourd'hui et, au fond, personne n'en voit d'autres. Ou plutôt les problèmes d'aujourd'hui sont tels parce que les individus ne veulent pas s'en occuper et laissent l'oligarchie et surtout les *mécanismes aveugles* aux commandes. Les « mécanismes aveugles », ce sont les déterminations de tous types, qui prennent le dessus lorsqu'il n'y a plus de créativité humaine : on retombe alors dans des dynamiques cycliques, d'ordre psychologique ou politique, ou bio-physiques. Et, par exemple, c'est le rappel à l'ordre des limites externes à nos sociétés, le milieu naturel et les dynamiques écologiques si bien décrites par J. Diamond⁸, et les catastrophes en cours que l'on appelle « écologiques ». C'est mon deuxième point.

2 – Les problèmes « écologiques »

Je serai plus rapide dans cette partie, plus évidente pour tout le monde, et surtout ici chez les décroissants.

Instabilité des sociétés post-industrielles

L'état de la biosphère est alarmant, quand on fait la synthèse de tous les domaines qui posent problème, entre la raréfaction des ressources, la détérioration des écosystèmes, les pollutions diverses ou les bouleversements climatiques, etc. et que l'on saisit que ça forme une cohé-

rence comme l'a souligné par exemple H. Stoeckel⁹. On comprend que les conditions futures de la vie sur cette planète, si on exclut bien sûr la possibilité de plus en plus envisageable d'une disparition de notre espèce avant la fin de ce siècle, vont rendre les sociétés humaines *instables*,

et pour longtemps. Mais une démocratie directe, ou même n'importe quel régime politique ouvert, cela repose sur des communautés humaines, des cultures locales, une grande proximité avec l'écosystème local, une alchimie délicate, des déséquilibres stables, et il ne faut pas que tout cela change trop rapidement.

Réinvention des modes de vie

Ensuite, faire face à tous ces problèmes exige, on le sait, mais on le sait sans vouloir le savoir, une transformation profonde de nos modes de vie. On commence à entrevoir ce que cela signifie, ce qui d'abord ne le rend pas enviable du point de vue du confort auquel nous nous sommes conditionnés, mais surtout ça ne s'est jamais vu, même lors d'une révolution. Entre l'Ancien Régime et l'arrivée de Napoléon, les Français ont changé de modes de vie sous de multiples aspects, mais ils ont continué à brûler du bois et à manger du lapin ou du poisson. Nous, nous devons admettre une restriction dans l'utilisation de l'eau potable, par exemple, ou dans notre manière de

Le retour des lois de la Nature

Finalement, au niveau plus abstrait, les problèmes écologiques et leur caractère urgent et à un certain point incontrôlable et imprévisible poussent au primat du *biologique* sur le *politique*. On va tendre, on tend déjà, à poser la question de la survie de l'espèce plutôt que du type de régime social et politique d'une société. On a tous déjà entendu, ou on s'est même entendu dire : *basta* les tergiversations à n'en plus finir, ça urge, marre de la démocratie, c'est une question de *survie*. C'est un sentiment qui existe.

Mais qui parle au nom de la nature ? Ce sont les scientifiques. Bien sûr on peut voir qu'il y a de moins en moins d'insectes sur les pare-brise, de vers luisants dans les jardins ou qu'il se passe quelque chose du côté du climat, mais il n'existe quasiment plus de savoirs populaires ou profanes sur la nature, dont nous nous sommes coupés ; ce sont donc les blouses blanches qui nous avertissent de la mort progressive des océans, ce sont les rapports du GIEC qui font autorité, etc. C'est une contradiction profonde chez les écologistes et qui ne peut que déboucher, au fil de la dégradation de la situation, sur une technocratie. B. Latour a tenté de s'attaquer au problème, mais il est englué dans le post-modernisme. Alors la place de l'expert ne peut que devenir centrale face à celle du citoyen et les Lois de la Nature ne peuvent que retrouver une autorité, j'allais dire « naturelle », face aux lois de la cité, y compris dans sa dimension « intime », le corps et la médecine.

Bref inutile de s'étendre : l'état de la biosphère est alarmant pour qui veut savoir, même d'un point de vue strictement utilitaire, anthropo-centré. Mais la manière dont il est appréhendé également, puisque face à l'urgence, la profondeur, l'ampleur et la dimension des problèmes « écologiques », le réflexe, c'est encore et toujours la délégation de pouvoir, et le recours technologique, miraculeux, à mesure que la situation se dégrade.

Il faut une stabilité environnementale, anthropologique, culturelle, minimale difficilement compatible avec une planète en proie à des changements brutaux ou radicaux dans les domaines alimentaire, sanitaire, énergétique, climatique, géopolitique, etc. C'est un premier point.

manger ou de nous habiller, bref tous nos réflexes les plus intimes.

D'un côté c'est très stimulant, mais cela semble extrêmement difficile et aussi très lourd de dérives possibles, notamment totalitaires, lorsque l'on perd ses repères les plus familiers. Sans même parler du *deuil à faire de la société de consommation*, c'est-à-dire, au fond, d'un *sens de l'histoire*, de nature authentiquement religieux, qui devait aller vers plus de confort et d'abondance, au point de fasciner toute la planète. Autrement dit, ce que racontent les décroissants depuis quarante ans annonce un *traumatisme planétaire*.

Ça n'arrangera rien, fondamentalement, au contraire, puisqu'une science, toutes les sciences et les scientifiques en tant que tels *ne peuvent vraiment vivre que* dans un substrat social *profondément démocratique*, créatif, imaginatif, on en a parlé ; on s'achemine donc vers des experts incompetents, des spécialistes myopes, des scientifiques sans science. Mais surtout, c'est la fin progressive d'un régime fondé sur *l'opinion* au profit d'un régime fondé sur « la science » – quelle qu'elle soit.

Ce serait la fin d'une distinction fondatrice de la démocratie et héritée de l'Antiquité grecque entre la *Physis* et le *Nomos*, entre le monde, les règles de la nature, les lois physiques et le monde des hommes et de leurs lois, de leurs coutumes, de leurs conventions. Cette distinction est déjà en train de se brouiller entre ce qui relève du libre choix des hommes face aux contraintes « extérieures » et ce qui relèverait *directement* de cet « extérieur ». Rien que les termes de « préservation » ou de « protection » de la « nature » relèvent de cette confusion et de cette présence, comme si l'humanité se devait de respecter un ordre, dans les deux sens du terme, transcendant, faisant fi de la longue coévolution entre les sociétés humaines et le monde du vivant. Je passe évidemment sur les discours psychanalytiquement régressifs sur la « Mère-Nature » violée, souillée et vengeresse, qui font transpirer.

3 – Le monde non-occidental

Alors j'ai parlé de l'effondrement occidental et des désastres écologiques, mais on pourrait se dire que ces problèmes sont circonscrits à une aire civilisationnelle, et que la relève pourrait bien venir du reste du monde. Mais là il faut déchanter. Et plutôt deux fois qu'une.

Échec des décolonisations

En premier lieu parce que l'espoir tiers-mondiste des années 60 et 70 de voir les pays non-occidentaux nouvellement indépendants inventer de nouvelles sociétés s'est complètement volatilisé. Il faut faire l'amer constat des *échecs des décolonisations*. Certes, à divers degrés : soit ces pays ont « réussi », comme en Asie du Sud-Est, par exemple, c'est-à-dire qu'ils ont reproduit plus ou moins fidèlement le modèle de développement occidental tel qu'on le connaît, éventuellement en passant par sa variante marxiste-léniniste avant de se résoudre à copier l'Occident, soit ils végètent comme les pays arabo-musul-

mans dans une logique de rente d'hydrocarbures et des régimes autocratiques et autoritaires, par exemple, avec le *backlash* islamiste que l'on sait. Donc ils n'ont dessiné, globalement, aucune alternative, aucun projet politique, social ou écologique, et ils reproduisent les impasses que l'on vient de décrire. On a parlé des villes européennes, c'est pire encore dans les pays dits « émergents » : ce sont des mégapoles monstrueuses et là, c'est une histoire millénaire qui se rompt, comme le montre bien la perspective donnée par L. Mumford par exemple¹⁰.

Démographie, morcellement ethno-religieux et migrations massives

Pire même, et c'est mon second point, puisque les impasses rencontrées par l'Occident sont décuplées.

D'abord parce que ce sont des pays *semi-occidentalisés*, et qu'y perdurent largement ou même s'y développent les mentalités traditionnelles, voire néo-traditionnelles, ethno-religieuses, claniques, tribales, familialistes, qui sont très grosses de risques d'éclatement et de montée des tensions. Les volontés démocratiques se bornent à l'espoir d'ascension sociale et à un libéralisme culturel, notamment des mœurs. Certes, ce n'est pas rien, mais l'idée d'un intérêt commun au-delà des multiples clivages, à la base de tous les organes de solidarité, est rare. C'est donc le règne de la corruption comme régime social.

Et ensuite à cause du problème démographique créé par les progrès appliqués par l'Occident dans les domaines de la médecine et de la nutrition, de l'agronomie, etc. Ces deux facteurs, couplés à la détérioration de l'environnement, entraînent des migrations massives comme l'humanité n'en a peut-être jamais connues : à l'échelle locale, régionale, nationale, continentale. C'est une mobilité sans précédent, en terme de masse et en terme de rythme, *vers l'occidentalisation*. C. Castoriadis parlait d'un « *risque de submersion migratoire* » dans les années 80, je crois qu'on voit, depuis un an, ce que ça veut dire, après s'être auto-aveuglés pendant longtemps. Je ne vais pas rentrer ici dans le détail, mais l'instrumentalisation des questions liées à l'immigration (et à l'émigration, dont on parle bien moins) en ont fait un *tabou* dans les sociétés européennes, et particulièrement en France, peut-être depuis 1962 : on en paye le prix aujourd'hui et c'est très très loin d'être fini, ce n'est même que le tout début, parce que ça va se croiser avec les crises économiques, énergétiques, etc. C. Castoriadis, encore, ne voyait pas dans les années 1980 l'immigration comme le problème principal, mais annonçait que ça pourrait très bien le devenir¹¹. On y est,

je crois, et les travaux d'une M. Tribala¹² vont en ce sens.

Alors en quoi est-ce problématique en termes de démocratie directe ? Ça semble assez évident dès qu'on regarde les choses en face : ces déplacements successifs et croissants impliquent une *discontinuité*, une instabilité, une inconsistance profonde des sociétés, sociétés d'accueil ou de départ : culturellement, anthropologiquement, socialement, politiquement, etc. Et particulièrement en période de ressentiment revendicatif ethno-religieux et de refus des perspectives émancipatrices – on dit « problème d'intégration ». Je parle bien sûr de l'islam, mais pas uniquement. C'est donc la confrontation de types anthropologiques très différents, la disparition des cultures locales, des continuités historiques, puisqu'on voit des couches successives d'arrivants venant remplacer, dans tels ou tels secteurs, sur tels ou tels territoires, quartiers, villes et aujourd'hui grandes villes, les arrivants précédents. Or on a vu qu'une démocratie exigeait un minimum d'autochtonie : un *enracinement* social et historique, le terme est de S. Weil, des liens de solidarité très forts, un sentiment commun d'appartenance, une parenté et une familiarité avec l'esprit des institutions, une *common decency*, pour reprendre Orwell, une proximité avec l'écosystème, etc. Alors ce qu'on appelle en Europe le « multiculturalisme », décalque des fractures étatsuniennes, est en fait l'importation, ou la recréation locale, d'autres socles identitaires et culturels aboutissant à la *fragmentation des sociétés*, des territoires, des institutions par le communautarisme ethno-religieux – que l'on croyait disparu en Europe et qui trouve dans son affaiblissement un ferment redoutable.

C'est un problème énorme et très concret : je réside en banlieue, si jamais on y organise des assemblées générales, de quartier ou de territoire, la question de la Charia se posera, et sera remise en cause, par exemple, l'égalité

homme-femme, qui l'est déjà dans les faits. C'est ce que l'on voit déjà dans les syndicats, dans certains professions, etc. La démocratie, c'est le pouvoir du peuple ; si le peuple a une mentalité du Moyen Âge, c'est le Moyen Âge. Les Européens ont mis des siècles pour en sortir, mais c'est un modèle pour les musulmans, par exemple... Ici encore, énorme contradiction : ce sont les institutions officielles actuellement en place qui garantissent le maintien du cadre moderne auquel nous sommes habitués, et tout le monde le sait. Alors on s'y cramponne, mais ça ne

Ces phénomènes sont tellement massifs, ces tendances tellement lourdes, qu'il faudrait prendre du recul pour saisir ce qui est en train de se passer. Lorsqu'on examine un peu l'histoire, les seules sociétés multiculturelles, hors contexte d'un chaos ou d'une conquête, c'est-à-dire stables dans la durée, étaient des sociétés *impériales*, et c'est précisément le quatrième point de mon exposé.

4 – Retour des logiques impériales

C. Castoriadis évoquait dans les années 80 le risque militaire que représentait pour l'Europe la Russie d'alors (qu'il n'a jamais appelée « URSS » en bon antitotalitaire viscéral), c'est-à-dire le Pacte de Varsovie. Il avait raison, même si on y a échappé, et ce n'est pas grâce à la magnanimité du Kremlin, comme on aime l'oublier. Mais il me semble qu'il pressentait les prodromes d'un retour aux logiques impériales, que l'on voit s'affirmer.

Des signes avant-coureurs

Alors le terme d'« empire » est très galvaudé et toujours inspiré d'une conception ethnocentrée et très idéologique de l'impérialisme, *immanquablement occidentale*. À rebours de ces discours convenus, je me base sur ce point sur l'excellent travail de G. Martinez-Gros¹³, qui redéfinit historiquement la logique impériale de manière très intéressante, à partir de ses études sur *Ibn Khaldûn*.

Je simplifie ses critères définissant un empire : c'est une société strictement pyramidale, avec un sommet prédateur et clientéliste qui pille des populations urbanisées et éclatées en cultures différentes, en classes sociales, en ethnies, en langues, en corporations, donc en concurrence entre elles et incapables de faire unité pour renverser le pouvoir. C'est ensuite un système où la population est assignée à la production et totalement dépossédée de la violence, qui est le monopole d'une armée professionnelle composée de mercenaires, recrutés dans les marges intérieures ou extérieures, et qui s'intègrent par ce biais. Et enfin, c'est bien sûr une entité qui vise la domination universelle, et donc une extension géographique, porteuse d'affrontements géopolitiques importants. Tout cela s'oppose point par point à la démocratie directe, bien entendu.

Et il semble qu'on retrouve tendanciellement ces critères, des signes avant-coureurs, dans l'évolution de grands ensembles civilisationnels, par exemple tels que les définit S. Huntington. On pense immédiatement au monde musulman, et à raison, notamment avec l'émer-

gence de ce paroxysme qu'est le Califat de l'*État Islamique*, en Syrie, Irak, au Nigeria ou ailleurs. Mais il est aussi à l'intersection d'ambitions impériales tout aussi importantes, surtout de la Turquie, qui a des vues sur toute la région, et jusqu'aux minorités turcophones de Chine, et qu'il ne faudrait pas prendre à la légère. Le cas de la Chine, justement, est tout aussi préoccupant, ou encore celui de la Russie, son durcissement intérieur et ses poussées vers l'Europe de l'Est, la Méditerranée, le Caucase, l'Asie Centrale. On retrouve également quelques traits nouveaux de ce type en Amérique Latine, avec ses gangs de narcotrafiquants et leurs relations troubles avec les pouvoirs centraux ou les clivages profonds de ces sociétés. En Europe également, il suffit de réinterpréter sous cet angle tout ce que j'ai déjà dit, et notamment l'émergence d'une oligarchie médiatico-politique qui se verrouille de plus en plus et ne ressemble à rien de ce que les républiques successives avaient connu, ou l'évolution de la composition des « forces de sécurité » privées ou publiques, parallèlement à la pacification du reste de la population. Tout cela est bien sûr extrêmement troublant, d'autant plus que l'impérialisme couplé aux éléments de la modernité, cela donne le totalitarisme...

L'avenir est donc lourd de menaces, tant extérieures qu'intérieures, et notamment de guerres, dont certaines pourraient être *à la fois mondiales et civiles* ; je pense bien entendu à toutes les dynamiques autour de l'islam, qui sont les plus immédiates et ravageuses, mais elles ne sont pas les seules.

Problèmes énormes, on le voit, face auxquels nous ne sommes pas grand-chose et notre projet de démocratie directe semble alors bien insignifiant.

Interdépendance et auto-engendrement

Je récapitule ces quatre éléments contemporains : effondrement de l'Occident, ravages écologiques, chaos du monde non-occidental et retour des impérialismes. Ils sont relativement indépendants au départ, mais sont en train de se nouer, d'interagir, et même de s'auto-engendrer. C'est cela, notre sentiment très fort de *changer d'époque*, non seulement de quitter un monde, mais surtout d'entrer dans un autre, dont je viens, je crois, d'évoquer ce qui pourrait en constituer les quatre points cardinaux.

Par exemple, les discussions en ce moment entre les pays européens semblent se faire selon le scénario catastrophe suivant : les migrants continuent d'affluer en Grèce, où ils s'accumulent à cause de la fermeture en dominos des frontières. On connaît la situation du pays, qui ferait banqueroute, incapable de rembourser ses créanciers européens, d'où une crise à la fois économique et

Sortie de la modernité

Dans tous les cas, si ces éléments se vérifient, c'est-à-dire perdurent et s'auto-engendrent véritablement, ils signeraient la fin de la modernité. La modernité, le cadre mental dans lequel nous évoluons, a commencé, disons, autour de la Renaissance, ou même du XIII^e siècle, pour reprendre I. Illich ; et il se pourrait qu'elle soit en train de s'achever. Elle n'aurait donc pas été une étape d'un progrès permanent mais une période, qui s'achève. Cela consisterait par exemple en *la fin de l'État-Nation* comme échelle de souveraineté collective, au profit de la tribu et/ou de l'empire ; ou *la fin de l'idée de progrès*, à la fois comme idéologie, que l'on combat, mais surtout comme noyau de sens, pôle organisateur du social, phénomène social, c'est-à-dire que plus personne ne croit que ses descendants vivront mieux que lui ; ce serait bien entendu *la fin de la perspective d'émancipation individuelle et collective*, au profit d'une quête de bien-être, de salut de l'âme ou de simple survie ; et bien sûr *la fin de la créativité sociale-historique*, c'est-à-dire l'entrée dans une ère cyclique, de crises, de troubles, de guerres qui n'auraient pas grand sens du point de vue de l'esprit humain – les historiens évoquent dans l'histoire des « périodes de troubles »... On en a une illustration miniature avec la répétition *ad nauseam* de l'actualité. En un mot, l'histoire redémarre – ça ne veut pas dire qu'elle *avance*.

La fin de la modernité, ça veut dire surtout que *les peuples cessent de faire l'histoire*. Depuis au moins trois ou quatre cents ans, les sociétés ont été modelées, trans-

politique, qui ne pourrait qu'avoir des conséquences incalculables sur l'organisation européenne et l'OTAN... Et ça peut aussi se passer dans l'autre sens... On voit l'interpénétration de différents éléments et la direction que cela pourrait prendre. Parallèlement, pour s'en tenir à l'évolution stricte de l'Europe, on peut comprendre comment la combinaison entre la terreur écologique, la fragmentation des luttes et la baisse du niveau de vie convergent vers l'apparition d'une couche dominante surplombant une population émietlée. Tout se passe comme si la « tiers-mondisation » de l'Occident rencontrait l'« occidentalisation » – mais pas la modernisation, j'y reviens – du monde. Bref, ces tendances se recoupent, se renforcent mutuellement, s'auto-alimentent. D'où l'impression d'une accélération incontrôlée des événements, et qui ne va pas finir.

formées par l'action des peuples, jusqu'à, peut-être, les décolonisations. Avant, l'histoire était faite par les puissants, les rois, les empereurs, les califes, les tsars, ou plutôt, pour être plus précis, par des *processus impersonnels* de type psychosociaux, anthropologiques ou biologiques, que la créativité humaine ne rompait pas, ou sur un temps très long. On retournerait, alors, dans ces états-là, avec des peuples qui refusent de prendre leur destin en main, qui ne font plus l'histoire, qui ne veulent plus la faire ou, plus précisément, *qui ne veulent plus savoir qu'ils la font*. On se résigne donc à suivre la pente la plus naturelle, la plus courante pour l'humanité, c'est-à-dire l'hétéronomie fondamentale, on s'en remet à une instance *prétendument* extérieure.

Bon, je finis cette grande deuxième partie de mon exposé. Tout cela n'est pas très gai, mais il faut mettre des mots sur ce que l'on vit ; d'abord ça permet d'en discuter et ça fait du bien dans cette obscurité qui nous tombe dessus, et ça peut aussi nous permettre de comprendre le monde qui arrive, ou les mondes possibles qui sont devant nous, de ramasser tous ces petits détails éparpillés et de tenter d'y déceler une cohérence, une cohérence *éventuelle* parce qu'il peut aussi ne pas y en avoir. Et donc d'essayer d'avoir quelques vues d'ensemble et, peut-être, de réagir à propos, d'être à l'heure, sans se faire trop d'illusions, si on en a l'occasion. C'est l'objet de ma dernière partie.

III – PERSPECTIVES ENVISAGEABLES

Tout cela est un peu sombre, mais il faut essayer, à partir de là, de tracer quelques perspectives pour nous, et les gens comme nous, disons ceux qui sont capables de suivre le genre de questions que nous soulevons ici, et de s'intéresser à nos perspectives. Combien sommes-nous, d'ailleurs ? En France, quelques petits milliers ? Un milliard ? Moins ?... Bon, je continue.

L'Histoire est le domaine du possible

Premier point : si ce sont effectivement les gens qui font l'histoire, ce que nous croyons, alors il est impossible de prévoir l'avenir, et c'est tant mieux. Il est donc possible que survienne un réveil des populations refusant les perspectives que j'ai décrites. Et c'est ce que l'on a vu, dans une certaine mesure, ces dernières années. Nous avons tous été surpris par les soulèvements arabes de 2011, y compris les camarades tunisiens qui étaient là-bas. Peu de temps avant, ils ne voyaient rien de bon dans l'après-Ben Ali : la clique au pouvoir allait changer, mais la mentalité de mouchard et d'arriviste qui gangrenait la société n'évoluerait jamais. Puis en octobre, seulement en octobre, ils ont senti la société bouger, des langues qui se déliaient, quelque chose se passait qui allait éclater en décembre, puis en janvier 2011 c'était un soulèvement inimaginable. Même chose pour la Grèce au printemps suivant lors du « mouvement des places », pendant lequel les gens ont formé des assemblées générales dans toutes les grandes villes du pays, reprenant les mots d'ordre et les pratiques de la démocratie directe, la prise de parole libre, les tirages au sort, etc. Là aussi, les copains grecs ont été extrêmement surpris, et en témoignent dans nos brochures. Donc, la surprise, la *bonne surprise*, est toujours possible, il faut en faire un principe.

Alors cela étant dit, il faut tout de même relativiser : le mouvement grec s'est arrêté au bout de deux mois et il n'en reste, très étrangement, *strictement aucune trace*, et on sait ce qu'il est advenu des soulèvements arabes : seule la Tunisie, sous perfusion, garde encore la tête hors de l'eau, mais pour combien de temps ? Cela, par contre, ne doit pas être une surprise. En réalité, nous sommes victimes du « syndrome Mai 68 » : comme Mai 68 a été lui aussi une surprise, on part du principe qu'une révolution peu surgir n'importe où, n'importe quand, n'importe comment. L'erreur est de croire qu'une révolution est le début de quelque chose, alors qu'elle est avant tout *l'aboutissement* d'un long processus. Toutes les révolutions historiques qui ont réussi, disons qui n'ont pas dégénéré (celles qui se sont fait écraser c'est un autre problème), ont été le résultat, le fruit d'une *longue période de maturation*, de

Renaissance sur d'autres bases

Deuxième point, il est possible que ce projet d'auto-nomie, de démocratie directe, renaisse sur d'autres bases et sorte du schéma classique de l'insurrection, ou plutôt se situe *en deçà*, au niveau de la *renaissance d'un tel projet*, c'est-à-dire au niveau vraiment moléculaire.

Cela peut se faire par exemple en cas d'effondrement économique ou de crise énergétique majeure : là, on assistera de fait à une *relocalisation radicale* de toutes les activités humaines et ce seraient alors les réseaux d'entraide, de solidarité, les associations de fait, les initiatives à la base qui prendraient le relais des grands circuits commerciaux, monétaires, alimentaires, etc. Dans cette situa-

mûrissement d'un peuple qui s'auto-éduque par des pratiques, des idées, des rapports sociaux, des contre-institutions pendant des années, des décennies, des siècles où le type anthropologique change, *se transforme lui-même*. La Révolution française est un paradigme, mais le mouvement féministe doit aussi être considéré : ce sont des pages historiques où bouillonnent des courants de pensée et des actions capillaires, moléculaires, multiformes qui éclatent un jour et/ou infusent dans la société et la modèlent. Donc 68, qui était décelable à la fin des années 50 avec les révoltes et mouvements de la jeunesse aux États-Unis ou en Angleterre, n'a pas été une révolution et pas plus les soulèvements arabes ou le mouvement grec pour la même raison : il n'y a plus ces courants souterrains dans les sociétés qui seraient porteurs d'un changement anthropologique, culturel, social et politique, d'une *auto-transformation de la société*. On ne voit plus ça.

Donc les mouvements, aussi bien intentionnés soient-ils, retombent sur le type anthropologique contemporain et la culture actuelle, soit la vacuité. Nous allons vivre des mouvements, des émeutes, des soulèvements, des insurrections, des « révolutions » même, c'est sûr, mais ce qui semble également certain c'est que beaucoup de ces événements seront des sursauts face à la disparition de la société de consommation, des spasmes pour se cramponner à un monde qui disparaît, refuser le deuil à faire de cette période qui apparaîtra certainement aux générations futures comme un âge d'or, un paradis de l'abondance. Lors de ces réactions, et de leurs inévitables logomachies, verbalisations, dénis, y aura-t-il des gens pour incarner un changement volontaire de société ou plutôt une *auto-transformation*, puisque c'est bien cela qu'on vise ? Pour le vouloir mais surtout pour *l'habiter*, parce qu'il ne s'agit pas de cocher une case ou de faire un discours, mais de *vivre pour ça tous les jours*. Quand on voit la difficulté de s'organiser horizontalement à seulement quelques-uns, ou même la manière dont on regarde celui qui ne veut pas grimper dans la hiérarchie ou refuse un *smartphone*, on peut se décourager.

tion, ce seraient les petits réseaux déjà organisés, comme les SEL, les AMAP, les Coopératives, etc, qui pourraient servir de squelette, d'embryon, comme en Argentine en 2001, et c'est quelquefois leur ambition explicite. Mais, comme je le disais à leur propos, ça ne veut pas dire qu'il y aura renaissance d'un projet démocratique : ces dispositifs peuvent juste servir à *assurer la survie des gens*. L'auto-organisation n'est souvent qu'un pis-aller, un moyen pragmatique de lutte ou de logistique, mais qui ne signifie pas une fin, un objectif pour les premiers concernés, mais un mal nécessaire en attendant qu'une autorité nous reprenne sous sa coupe. Mais au moins, avec cette

ré-institution de fait de la société, s'ouvrira peut-être une éventuelle politique émancipatrice, même si dans l'histoire récente, les effondrements économiques n'ont jamais engendré que du pire...

Seconde possibilité, sans exclusive, moins envisagée de nos jours, mais les événements se précipitent, se situeraient dans un contexte de chaos social, d'affrontement ethnico-religieux et on en prend grandement le chemin. Dans une telle situation où la police et l'armée sont relativement neutralisées d'une manière ou d'une autre, la nécessité de rétablir un minimum de sécurité obligerait à une *auto-défense collective* de la part des populations. L'autodéfense est aujourd'hui très connotée extrême droite, comme à Calais, mais c'est de l'étatisme de bas étage ; tous les mouvements révolutionnaires ont toujours mis en place, spontanément, des groupes d'autodéfense en cas de nécessité. Le dernier exemple dont nous avons connaissance est, encore une fois, la Tunisie : après le départ du dictateur vers La Mecque, la police qui incarnait le régime avait littéralement disparu, la petite armée tunisienne était peu structurée tandis que les milices du régime, les mafias, les djihadistes et l'ouverture (volontaire) des prisons faisaient régner un climat de terreur dans tout le pays. Immédiatement, spontanément, les habitants se sont rassemblés, partout, par pâtés de maisons, par quartiers, pour organiser la sécurité locale, avec des bâtons, des couteaux, faisant des tours de garde, contrôlant les allées et venues suspectes, rassurant les gens. Ces groupes

Penser à présent, penser le présent

Alors, maintenant, nous, qu'est-ce qu'on peut faire ? La situation est très floue et absolument imprévisible, c'est vraiment très difficile d'anticiper quoi que ce soit, on ne sait pas trop par où ça peut arriver. Je vais me limiter à quelques points, sur lesquels je finirai ce trop long exposé, à partir du sous-thème de la soirée : « *Penser à présent, penser notre présent* ». Penser, c'est en effet, pour l'instant, quasiment tout ce qui nous reste, et ce ne serait pas du luxe de comprendre ce qui se passe, de s'outiller pour essayer de voir clair. Alors quelques pistes en ce sens, quelques principes qui se sont dégagés peu à peu de notre pratique collective depuis quelques années, je ne sais pas si ça peut servir, c'est tout ce qu'on a, une sorte de petite grille de lecture, ou plutôt des balises, des repères pour ne pas se perdre dans le capharnaüm du contemporain, quelques lumières qui orientent lorsqu'on entre dans la nuit.

- D'abord *renouer avec l'histoire de long terme*. C'est ce que j'ai essayé de faire ce soir. Ne pas s'enfermer dans un regard ethno-centrique ou épocho-centrique : ce que nous vivons, ce que nous sommes, notre époque, ne sont pas universels ni éternels. Ils ne l'ont jamais été, ne le sont pas, et ne le seront pas, selon toute vraisemblance. Alors il

auto-nommés « *Comités de sécurité* » sont rapidement devenus des lieux de réunion, de parole, d'information, de ravitaillement, de partage des stocks de nourriture, etc. Bref, il émergeait là un embryon de société où tout se discutait, où les opinions se confrontaient, s'élaboraient, jusqu'à ce que l'armée rétablisse finalement la sécurité au bout de dix à quinze jours, et ils se sont alors dissous d'eux-mêmes. Enfin, pas tous, certains se sont fait infiltrer par les islamistes et les gauchistes qui se sont servis de leur légitimité populaire pour en faire des marchepieds vers le pouvoir... Alors, c'est de la politique-fiction mais ce n'est jamais mauvais, on peut se dire que si la population avait été habitée par une volonté d'auto-organisation démocratique, un nouveau régime aurait à coup sûr émergé de ces innombrables comités spontanés, qui se seraient coordonnés pour devenir rapidement les organes de souveraineté populaire. Voilà, ça c'est ce qui pourrait éventuellement se passer ici, dans le meilleur des cas, mais là encore, rien n'indique que ces milices, les marxistes parlaient de « *milices ouvrières* », s'orienteraient vers un contrôle populaire et une coordination à plus grande échelle, donc un projet démocratique, plutôt que vers des micro-féodalités, par exemple, ou une restauration autoritaire.

Voilà deux grands axes, qui ne s'excluent nullement, autour desquels pourrait renaître un projet d'autonomie, dans un avenir proche. On ne peut rien dire, il me semble, surtout aujourd'hui, à plus long terme.

Il y a à se pencher sur des formes d'histoire qui ne nous sont pas familières, pré-moderne, antique, orientale, etc., et les mécaniques qui opéraient alors. C'est vertigineux, et c'est à la fois accablant et enthousiasmant : il s'agit de comprendre, un tant soit peu, la marche de l'humanité. Depuis la fin des marxismes de fait et de la déroute progressive du pseudo-« libéralisme », nous n'avons plus de grille de lecture sur le long terme, et il faut travailler à ça, à saisir ce redémarrage de l'histoire qui se fait *hors* de nos schémas habituels. Ça ne veut pas dire, surtout pas, réinventer une idéologie, mais certains auteurs, j'en ai cité quelques-uns, aident à se décentrer et à envisager notre histoire sous d'autres angles, essentiellement non-modernes. Je n'ai pas parlé du travail de Guy Fargette que nous relayons sur notre site et dont je me nourris : il me semble être un des rares intellectuels contemporains à s'atteler à une telle démarche, pour saisir ce qui se passe sous nos yeux et que nous ne voyons pas.

- Ensuite, garder à l'esprit notre *leitmotiv*, que *ce sont les humains qui font l'histoire*. Ça permet de se dégager des idéologues et des démagogues, toujours prêts à innocenter, à excuser et à déresponsabiliser les gens. C'est à la fois un constat et un projet : si on veut des gens respon-

sables, et une démocratie ne vit que de responsabilités individuelles et collectives, alors il faut faire advenir ce type anthropologique, dès maintenant, en tenant ce discours de lucidité sur soi, et assumer ce qu'on est, ce qu'on dit, ce qu'on pense, ce qu'on fait et ce qu'on veut. Un peuple ne devient pas adulte en claquant des doigts, c'est la grande leçon de toutes les insurrections, la tunisienne en premier lieu : non, les Tunisiens n'étaient pas des enfants sous Ben Ali et qui ont grandi en quinze jours ; ils se soumettaient à lui, c'était incorporé, ils le rationalisaient de mille façons, se trouvant toutes les excuses du monde (« *on ne peut rien faire* », etc.) et je ne sais pas ce qu'il en est aujourd'hui, mais les problèmes que le pays rencontre ne peuvent pas ne pas être liés à cet héritage, à cette éducation, à cette auto-éducation. Et ils se sont mis en demeure d'en inventer une autre.

- Troisième point, *s'extirper des idéologies contemporaines*. C'est très difficile, nous en sommes traversés, mais au moins essayer de prendre le réflexe de les identifier, de les nommer, de les réfuter, chez soi, chez les autres. Nous vivons, nous pensons dans des cadres mentaux qui nous permettent de saisir le monde, mais qui s'avèrent toujours, à terme, constituer des cages mentales qui empêchent de comprendre ce qui advient. Comprendre que nous sommes pris dans des automatismes de pensée, épaulés par des pressions sociales, et que nous en *créons de nouveaux*. En Europe, nous sommes passés par le stalinisme, le trotskisme, le maoïsme, le tiers-mon-

disme, le structuralisme, le féminisme, etc., et aujourd'hui on verse dans le consumérisme, le confusionnisme, le complotisme, bref, il y a un conformisme de la pensée, mais dont on ne sort pas non plus par la provocation, l'outrance, le scandale, la lubie personnelle ou la *benzodiazépine militante*. Il faudrait arriver à être à l'écoute du réel, ça veut dire des réalités qui, le plus souvent, nous dérangent, ne rentrent pas dans les cases, sont pénibles, difficilement compréhensibles ou exprimables. Parvenir à penser la situation même si elle est troublante et éviter, autant que possible, le *déni* qui nous empêche tout simplement d'être au monde.

-Dernière chose, *poser des questions dont on n'a pas les réponses*. C'est typiquement démocratique et c'est le grain de sable dans la machinerie idéologique. Un idéologue a toujours réponse à tout, en permanence, même s'il dit le contraire de ce qu'il affirmait hier. Penser, c'est se poser des questions ouvertes, qui n'ont pas de réponse, ou incomplètes, ou insatisfaisantes. On voit là comment philosophie et démocratie marchent ensemble, dans le questionnement, parce que la démocratie, c'est parvenir à poser les questions dont seul le peuple pourra apporter les réponses, véritablement, parce que ce sont *ses* problèmes et que ce sera *sa* solution, qu'il pourra rectifier s'il s'est trompé ou dont il pourra se féliciter. C'est ça, la liberté : se mettre en position de sujet pensant et agissant de concert, avec d'autres, autant que faire se peut. C'est l'essence même de la démocratie, et il me semble que c'est ce que je prétends avoir fait ce soir, avec vous.

Bon, je vais m'arrêter là. Vous avez compris que mes constats ne portent pas forcément à la joie, mais je fais le pari de la *lucidité*. C'est une banalité de dire que nous assistons à l'effacement d'un monde, et il semble qu'il laisse place à quelque chose qui n'est pas très désirable, *en tous cas pour nous*. Mais plutôt que de rebondir d'illusion en illusion, pour finir dans la résignation et le ressentiment, je pense qu'essayer de comprendre le chaos qui avance est un prélude à la recomposition d'une possibilité d'agir. Parce qu'il est possible que nous participions un jour à la naissance d'un autre monde, et ça, ça dépend de nous, et d'abord de notre courage à affronter les réalités d'aujourd'hui. Rien que ça sera long et difficile, peut-être même vain, mais en ce qui me concerne, je crois qu'une fois qu'on a franchi le pas, qu'on a fait le deuil, il y a quelque chose à la fois d'exaltant et de grave à participer à l'aventure humaine, au moins en tentant d'élucider ce que nous sommes en train de vivre.

Lieux Communs, Août 2015 – mars 2016

- 1 Manin B. : 1995 ; *Principes du gouvernement représentatif* (Flammarion, 1996)
- 2 Hanson V. D. : 2001 ; *Carnage et culture* (Fammarion, 2010)
- 3 Voir par exemple *Quelle Europe ? Quelles menaces ? Quelle défense ?* (1983) in *Domaines de l'homme. Les carrefours du labyrinthe II* (Seuil 1999, p. 105-111) &
- 4 Steiner G. : 1971 ; *Dans le château de Barbe-Bleue. Notes pour une redéfinition de la culture* (Seuil 2004)
- 5 Cosandey D. : 1997 ; *Le secret de l'Occident. Vers une théorie générale du progrès scientifique* (Flammarion, 2007)
- 6 [On retrouvera facilement ces trois aspects simultanément dans les rassemblements « Nuit Debout », qui se sont déroulés depuis, et qui semblent s'être évertués à saborder toute référence à la démocratie directe en entretenant minutieusement la domination des idéologies gauchisantes, islamo-gauchistes et bien-pensante.(ajout de juin 2016)]
- 7 Voir notre texte *Contre la constituante. La démocratie directe sans le peuple ?* (2014), prochainement repris dans la brochure n° 22 « *Idéologies contemporaines* ».
- 8 Diamond E. : 2005 ; *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* (Gallimard, 2006)
- 9 Stoeckel H. : 2012 ; *La faim du monde. L'humanité au bord d'une famine globale* (Max Milo)
- 10 Mumford L. : 1961 ; *La cité à travers l'histoire* (Agone 2011)
- 11 Cf. « Guerre, religion et politique » (1991) dans *Une Société à la dérive, Entretiens et débat, 1974-1997*, Seuil, col. Points essais, Paris, 2005
- 12 Tribala D. : 2013 ; *Assimilation. La fin du modèle français* (Éd. du Toucan)
- 13 Martinez-Gros G. : 2014 ; *Brève histoire des empires. Comment ils surgissent, comment ils s'effondrent* (Seuil)